

Bulletin du G.S.I

(*Groupe Socialiste Internationaliste*)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs IV^e Internationale
N°78 - JUILLET - AOUT 2008 - 2 EUR



L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

Non ! Niet ! No !



Après le "non" irlandais



Sommaire du n° 78

- ✓ Edito. p.2
- ✓ D'après O. Besancenot... p.4
- ✓ Revue de presse sociale. p.5
- ✓ Déclaration du GSI - 35 heures. p.7
- ✓ Education nationale. p.8
- ✓ Nouvelle-Calédonie. p.10
- ✓ Courrier International n°140. p.11
- ✓ Déclaration LIT-QI Europe - 65 heures. p.16

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O

BP 66

94311 ORLY CEDEX FRANCE

(adresse pour
toute correspondance)

Courrier électronique
(E-Mail) [nouvelle adresse](mailto:nouvelle_adresse@gsi-litqi.org) :

contact@gsi-litqi.org

Site Web ([nouvelle adresse](http://www.gsi-litqi.org/)) :

<http://www.gsi-litqi.org/>

Clôture rédactionnelle le

25 juin 2008

Directeur de la publication :

J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Edito.

Non, Niet, No !

Après le « non » irlandais

Le 12 juin, les travailleurs irlandais ont rejeté par référendum le Traité de Lisbonne, dit « traité simplifié ». Par un « non » à 53,4% les travailleurs d'Irlande se sont prononcés dans le même sens que ceux des Pays-Bas et de France, il y a trois ans. Le « non » a été massif dans les quartiers ouvriers de Dublin, dépassant même les 60%. La participation au vote, qui peut sembler faible avec 53%, est pourtant vingt points supérieure à ce qu'elle fut lors du rejet du traité de Nice, en 2001. Les travailleurs irlandais n'ont pas été dupes de la manœuvre : ce « mini-traité » est une simple copie du Traité constitutionnel européen (TCE). Ils ont donc voté non.

Ce nouveau « non » aggrave la crise institutionnelle de l'UE (Union Européenne) et va naturellement renforcer les tendances centrifuges en son sein. Certains gouvernements qui n'ont pas encore ratifié le Traité de Lisbonne avancent maintenant « sur des œufs ». Le « non » irlandais est un nouveau revers pour les tenants d'une Europe enfermée dans le carcan de « la concurrence libre et non faussée ». C'est aussi un revers personnel pour N. Sarkozy, à l'origine du recyclage du TCE en « traité simplifié ». Un revers hautement symbolique, alors que l'impérialisme français s'apprête à prendre la présidence de l'UE, pour six mois, à partir du premier juillet. C'est surtout un rejet de l'Europe de Maastricht, que le traité de Lisbonne est sensé réaffirmer, renforcer.

Le plombier polonais

Le traité de Maastricht a été adopté en 1992 sur la base d'un chantage, plus précisément d'une menace et d'une double promesse. Accepter Maastricht, c'était assurer la paix en Europe, nous disait-on. Accepter Maastricht, c'était aller vers le progrès social et le renforcement de la démocratie au sein des institutions européennes, ajoutaient les thuriféraires de l'Europe capitaliste. Le bilan est édifiant, que l'on en juge.

La Paix ? Les capitalistes ont dépecé la Yougoslavie par la guerre. L'Albanie, le Kosovo et la Macédoine ont été occupés militairement par les impérialistes qui

ont plongé ces pays dans le chaos. La Serbie a été contrainte d'accepter un « plan de paix » qui parlait surtout de « marché libre » et de tribut à verser à l'OTAN. Tout en détournant pudiquement les yeux de la Tchétchénie de Poutine et de Medvedev, les « puissances européennes » portent la guerre en Afrique, au Proche-Orient ou en Asie centrale, tantôt sous l'égide d'une OTAN agressive, tantôt derrière le paravent bien pratique des résolutions de l'ONU. Voilà pour la paix de Maastricht.

Le progrès social ? Les services publics sont privatisés ou démantelés, l'un après l'autre, pour faire place à des entreprises capitalistes qui visent la rentabilité maximale. La santé et l'éducation sont en passe de suivre la même voie, définies par l'OMC et l'OCDE comme « marchés du XXI^{ème} siècle ». Les droits sociaux, la protection sociale et les garanties collectives sont attaqués les uns après les autres.

Ainsi, la directive approuvée par le Conseil des ministres européen, la veille du vote irlandais, porte la **durée de travail à 65 heures par semaine**, sous prétexte de « faire de l'UE la région du monde la plus compétitive ». De même, la « directive retour », anti-immigrés, votée par le Parlement européen le 18 juin, prévoit de **porter les délais de « rétention » à... dix-huit mois !**

Le plombier polonais est contraint d'abandonner sa famille pour devenir un quasi-esclave dans la banlieue de Londres. Le travailleur roumain trime sur les chantiers du bâtiment en Italie ou en France, où il subit quotidiennement les vexations d'institutions racistes ou la violence des mafieux. La prostituée bulgare pourvoit aux plaisirs de hauts fonctionnaires européens à Bruxelles ou à Strasbourg. Peut-être est-ce là un idéal, pour F. Bolkestein, défenseur de la déréglementation du secteur des services ? Voilà pour le progrès social de Maastricht.

La démocratie ? On le voit, les mesures contre les travailleurs pleuvent sans que la crise institutionnelle de l'Union Européenne ne freine l'ardeur de la Commis-

sion ou du Conseil des ministres. La bourgeoisie viole sa propre légalité et piétine ses « principes » avec la même ardeur qu'elle met à les réaffirmer, fièrement, la main sur le cœur et près du portefeuille. Ainsi, des directives non transcrites dans le droit national des états membres, s'y appliquent-elles tout de même. Ainsi, en février 2008, des parlementaires entérinent à 75%, une politique rejeté à 55% trois ans auparavant, par référendum.

Précisons que les Irlandais ont été consultés deux fois sur le traité de Nice : la première fois, ils ont répondu « non », la seconde fois, « oui ». Les Danois, eux, se sont prononcés deux fois par « non » sur le Traité de Maastricht. Ne serait-ce la crise institutionnelle de l'UE, gageons qu'ils auraient à nouveau été appelés à adopter l'Euro et les critères « démocratiques » qui vont avec...

De nombreux partisans du « oui » étaient désormais ouvertement leurs conceptions aristocratiques à propos « du peuple qui ne comprend rien », précisant qu'il vaudrait mieux ne pas le consulter sur des sujets aussi graves... L'amalgame à la mode stalinienne coule à torrents de la plume des « libéraux » et des « démocrates », qui dénigrent les tenants du « non » les qualifiant d'« alliés objectifs » des « néocons » étasuniens ou de forces politiques xénophobes, voire racistes.

L'Europe est en marche vers l'avenir radieux du capitalisme, sous la houlette du Grand timonier J. M. Barroso ! Voilà pour la démocratie de Maastricht.

Il faut donc s'attendre à ce que nos « démocrates » ne s'arrêtent pas en si bon chemin, les sociaux-démocrates patentés volant déjà au secours de l'UE malade. L. Joffrin, du quotidien *Libération*, y est allé d'une proposition de « référendum européen » basé sur une déclaration de principe : « voulez vous continuer ou non ? ». Bien entendu,

tout dépend de la question posée, précise-t-il au micro de *France Infos* (*Duel du jour : le Non irlandais*, le 16 juin 2008).

Un plébiscite européen doublé d'un chèque en blanc à la Commission et au conseil des ministres européens, voilà un des lapins qui pourrait sortir, demain, du chapeau de l'illusionniste de l'Elysée. Cependant, au-delà des querelles sur la responsabilité de tel commissaire européen ou de tel chef de gouvernement, N. Sarkozy doit voir dans le « non » irlandais un échec personnel, comparable au camouflet reçu de la part de son ami Kadhafi, à propos de l'union pour la Méditerranée.

Le métallo roumain

A un an des élections pour le Parlement européen, quel que soit le scénario conçu par les politiciens pro-capitalistes de l'UE, le « non » irlandais complique singulièrement la donne, car ce référendum s'est déroulé dans un contexte de montée du mécontentement ressenti par des larges couches de la population en Europe. En effet, après les licenciements massifs et les délocalisations, ouvriers, employés, pêcheurs, paysans, etc. prennent très mal les hausses de prix consécutives à la frénésie spéculative sur les produits alimentaires et sur l'énergie.

Bien éloignés des débats entre secteurs de la bourgeoisie sur « l'Europe puissance ou l'Europe impuissance », ce mécontentement et ces mobilisations de travailleurs, ouvriers et employés, mais aussi maintenant de couches sociales se rattachant à la petite bourgeoisie, traduisent une tension exacerbée entre les classes, un aiguïsement de la lutte des classes à l'échelle du continent, dont la grève des travailleurs de Dacia est emblématique. La grève déterminée des travailleurs de la filiale roumaine de Renault et le recul de la transnationale de l'automobile, ont-ils

montré la voie à toute l'Europe et, significativement, à toute l'Europe centrale, dans des pays où la classe ouvrière, après avoir subi le joug du stalinisme, a payé au prix fort la restauration capitaliste.

Les attaques incessantes contre les travailleurs tendent à provoquer, dans toute l'Europe, une riposte unifiée de la part des travailleurs. En effet, après la grève des mineurs de Budryk en Pologne, l'hiver dernier, la grève de Dacia démontre qu'un tel mouvement est en train d'unifier la classe ouvrière des deux parties de l'Europe, ce continent divisé par Yalta de 1945 à 1989.

Un « non » à Maastricht

Les travailleurs irlandais ont en quelque sorte saisi, plus ou moins consciemment, que la prospérité de l'Irlande basée sur les subventions européennes, combinées au dumping social et fiscal, ne signifie pas la prospérité de chaque ouvrier irlandais. De même que la prospérité de l'Europe masque une réalité bien plus sombre : la dégradation des conditions de vie et même l'appauvrissement de larges couches de la population ; ainsi, par exemple, l'exploitation de travailleurs sans papiers à la merci des capitalistes.

Il y a un fil conducteur, qui va du double « non » de 2005 au « non » de 2008, qui passe par Dacia, par Arcelor-Mital et par Airbus. Un fil qui pose comme **une exigence l'abrogation du traité de Maastricht et de toutes les directives contre les travailleurs, les jeunes, les femmes, les immigrés, directives prises au nom de l'unité de l'Europe contre les travailleurs d'Europe et au profit de l'Europe des capitalistes. La directive portant la durée du travail à 65 heures hebdomadaires et la directive dite du « retour » contre les travailleurs immigrés doivent être immédiatement et définitivement retirées.**

Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom : Adresse :
..... Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Chèque à l'ordre d'APIDO

(1) Rayer les mentions inutiles

Bulletin à renvoyer à : L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

D'après O. Besancenot, le mouvement trotskyste serait une réserve d'Indiens !

Dans un entretien intitulé *L'extrême gauche ne devrait pas être une réserve d'Indiens*, publié sur le site d'information Mediapart, O. Besancenot nous livre sa vision politique de la situation et défend le projet de NPA (Nouveau parti anticapitaliste).

Il commence par affirmer, à juste titre, que les mobilisations de l'hiver 1995 marquent un tournant dans la lutte des classes en France et que : « il y a une résistance qui est là et qui s'exprime même dans les moments difficiles. Beaucoup de gens pensaient que l'élection de Sarkozy allait porter un coup d'arrêt aux mobilisations, mais ça n'a pas été le cas, les résistances continuent. »

Puis, il précise les objectifs recherchés par le lancement du NPA : « L'enjeu est double. Il y a des conflits en cascade dans des secteurs où on n'était pas habitué à voir les gens entrer dans la lutte. Dans le commerce, Pizza Hut, McDo, la Fnac. Donc la première chose pour nous, c'est de donner un répondeur politique à ces gens qui ont découvert l'engagement dans ces nouvelles luttes. Pour nous il s'agit d'être en phase avec leurs aspirations, de répondre à leur envie d'aller plus loin.

Le deuxième enjeu, c'est de recréer un sentiment de classe majoritaire qui soit à l'image du prolétariat tel qu'il existe aujourd'hui (...). »

Le premier objectif, c'est-à-dire chercher à donner une réponse politique à la hauteur de la demande exprimée dans les mobilisations, est tout à fait légitime. C'est là, nous le croyons modestement, un objectif recherché par tout militant politique qui se respecte, ou digne de ce nom...

Le second enjeu apparaît plus vaste, dirions-nous. Malgré les luttes en cascade « dans des secteurs où on n'était pas habitué » à les voir, malgré le fait qu'il « n'y a jamais eu autant d'exploités », le « sentiment de classe » n'a jamais été aussi faible, affirme O. Besancenot. Mais alors, comment expliquer toutes ces luttes, ces grèves, ces occupations ? Peut-être que le sentiment de classe est plus fort chez les travailleurs que n'ose le penser la LCR ?

Et O. Besancenot d'asséner et de résumer ainsi sa pensée : « Donc le problème concret, c'est de partir des luttes pour re-

construire un sentiment de classe pour ce nouveau prolétariat. »

Si l'objectif central de ce nouveau parti c'est de reconstruire un sentiment, aussi honorable soit-il, et non de faire aboutir les luttes, alors la bourgeoisie peut dormir sur ses deux oreilles !

Mais, après cette analyse politico-sentimentale digne du Che – et pas d'un Trotski ou d'un Lénine, rassurez-vous ! –, O. Besancenot poursuit et précise : « Depuis la chute du mur de Berlin, on dit qu'il faut un nouveau parti et un nouveau programme. Car on pense qu'il y a un cycle historique, qui avait commencé en 1917 avec la Révolution russe, qui s'est terminé en 1989.

Dire que ce cycle historique est clos, cela ne veut pas dire qu'il faut rejeter en bloc cette période, mais qu'il faut regarder ce siècle-là pour en tirer les enseignements sur ce qu'il faut faire et ne pas faire, et comprendre en même temps qu'on est dans une nouvelle période. La Révolution russe ne peut pas rester le point de référence qu'elle a été pour toutes les organisations révolutionnaires pendant un siècle. »

Bien, maintenant que la thèse de notre adversaire est posée, nous pouvons entrer dans le vif du sujet.

Le NPA ne porte pas l'avenir du mouvement ouvrier

Pour construire le parti révolutionnaire, on peut utiliser différentes médiations tactiques. Néanmoins, on ne doit jamais oublier l'objectif stratégique, la construction d'un parti révolutionnaire à influence de masse pour la prise du pouvoir du prolétariat, pour l'instauration d'une dictature révolutionnaire du prolétariat; un pouvoir capable de soumettre les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie, de briser ses institutions. L'instauration d'un gouvernement au service des travailleurs ne pourra se faire qu'à ce prix.

On ne pourra arriver au socialisme sans avoir connu une période transitoire de dur affrontement entre les forces de la réaction et celles de la révolution. Cette période transitoire sera plus ou moins longue, cela dépendra du facteur subjectif, du parti et de son programme. Et surtout, dans le cadre de

l'impérialisme, cette bataille se jouera et se tranchera en grande partie sur l'arène internationale.

C'est là une des principales leçons de la révolution d'Octobre, de la faillite du stalinisme et de sa théorie dite du « socialisme dans un seul pays ». Il ne s'agit pas seulement de construire « les solidarités internationales », il s'agit aussi de construire un outil capable de tenir tête aux institutions militaires et économiques internationales de l'impérialisme.

Une question secondaire...

« Je parle à titre personnel. Quand on me demande qui je suis, je dis que je pense qu'il faut renverser ce système et en mettre un autre à sa place. C'est la nature de mon engagement.

Après, chacun a sa méthode pour le faire, mais c'est secondaire. On ne va pas passer notre temps à discuter de notre rapport à Trotski et à la Révolution russe. Il faut avant tout agir pour la révolution. Le clivage réforme-révolution a évolué. Aujourd'hui, il n'y a plus des révolutionnaires face à des réformistes, mais des révolutionnaires face à des gestionnaires du système. »

Ainsi, réformistes « sincères » et révolutionnaires pourraient cohabiter dans le NPA ? Donc, il ne sera pas révolutionnaire ! D'ailleurs, ce NPA n'a même pas de projet de société clairement défini. C'est ce qui est affirmé dans *l'Adresse du congrès national de la LCR* : « Donnons-nous un parti pour inventer le socialisme du XXI^e siècle. »

De plus, la formule est tellement vague qu'elle a été reprise par Fabius dans sa contribution pour le congrès du PS. L'ancien Premier ministre de Mitterrand propose « six lignes directrices pour un socialisme du XXI^e siècle »... C'est déjà un peu plus précis.

Pas de projet de société clairement défini donc. La formule induit une supposition : que le socialisme du XX^e siècle n'est plus d'actualité. Ou, plus précisément, que les leçons et les acquis de la révolution d'Octobre menée par les bolcheviks ne sont plus d'actualité.

Aurions-nous changé d'ère, ne serions-nous

plus à l'époque des guerres et des révolutions ? Apparemment oui, puisque d'après la LCR, le socialisme et le communisme du XX^e siècle se réduisent aujourd'hui, au XXI^e siècle, à des « idées contestataires ».

Pourtant, depuis déjà bien des années, toutes les expériences nouvelles de réformisme, aussi contestataires qu'elles soient en apparence, se tournent inéluctablement en leurs contraires. Que se soit en France (Mitterrand, Jospin), en Espagne (F. Gonzalez, Zapatero), en Italie (D'Alema), au Brésil (Lula), au Venezuela (Chávez) ou en Bolivie (E. Morales).

Le NPA ne porte pas l'avenir du mouvement ouvrier

Nous affirmons que tous ceux qui cautionnent un tant soit peu ce projet de NPA, ou lui accordent des aspects progressistes ou anticapitalistes se trompent. Car en réalité ce projet correspond à l'adaptation au système capitaliste, *via* une politique néoréfor-

miste, d'un courant international issu du trotskisme.

Ce qui vertèbre aujourd'hui ce courant c'est la possibilité d'humaniser le système à travers sa contestation permanente. Or, depuis l'avènement de l'ère impérialiste telle que définie par Lénine, la possibilité d'humaniser le système n'existe plus. Par contre, depuis la chute du stalinisme, la place existe pour construire des partis ouvriers révolutionnaires pour le socialisme.

La LCR a décidé, à travers son projet de NPA et les déclarations d'O. Besancenot, de couper définitivement les liens avec le courant trotskiste dont elle est issue, pour se transformer en un nouveau parti de type réformiste contestataire. Car, sans aucun projet de société alternatif au système capitaliste, sans méthode ou stratégie révolutionnaire, l'anticapitalisme de ce NPA ne sera que de façade.

Mais son avenir est incertain puisque sur le terrain du réformisme, de l'électoratisme, il

existe d'autres projets plus ou moins droitières. La concurrence sera rude avec les altermondialistes, le PS, LO et bien d'autres...

On comprend mieux maintenant l'expression « *L'extrême gauche ne devrait pas être une réserve d'Indiens* » employée par O. Besancenot dans cet entretien. Indiens étant un terme péjoratif pour désigner les derniers des mohicans, les « derniers » des trotskistes-marxistes-léninistes. N'en déplaise à M. O. Besancenot, nous, comme beaucoup d'autres, nous sommes fiers d'être des Indiens !

D'ailleurs, à ce propos, un grand congrès mondial d'Indiens pour la reconstruction de la quatrième Internationale marxiste-léniniste-trotskiste se tiendra cet été au Brésil...

**Vive la 4^e Internationale !
Vive la LIT-QI !**

Raoul

Revue de presse sociale

Ces dernières semaines ont été marquées par de nombreuses mobilisations à caractère politique et social à travers le monde. Dans un contexte d'approfondissement de la crise économique et d'augmentation du prix du pétrole et des denrées alimentaires, les mobilisations touchent un nombre grandissant de pays.

En **Corée du Sud**, sous la pression des masses, le gouvernement a été contraint de démissionner, trois mois seulement après son arrivée au pouvoir. C'est un accord bilatéral de libre-échange avec les États-Unis qui a mis le feu aux poudres. À travers cet accord, le gouvernement prévoyait notamment de lever l'interdiction d'importer du bœuf américain existant depuis 2003.

Pendant plusieurs semaines, des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans le centre de Séoul pour exiger le départ du président de la République, Lee Myung-bak, et pour réclamer le retrait du projet d'accord commercial avec les États-Unis. Ces manifestations sont les plus importantes observées depuis celles qui avaient entraîné la chute de la dictature militaire il y a vingt ans. La quasi-totalité des projets de réforme ont été mis en

sommeil, dont la réduction de la fiscalité, les privatisations d'entreprises et de banques publiques et l'incitation à l'investissement étranger.

Après cette mobilisation de masse, à l'appel du syndicat Korea Cargo Transport Workers Union, 15 000 routiers sud-coréens se sont mis en grève pour exiger des mesures du gouvernement pour faire face à l'augmentation des prix du pétrole. Au bout d'une semaine de mobilisation, ils ont obtenu une augmentation salariale de 19 %.

En **Europe**, la détérioration des conditions de vie et de travail due à l'inflation a provoqué des mobilisations dans plusieurs pays, sans que toutefois ces mobilisations ne soient coordonnées à l'échelle du continent. En effet, l'inflation dans la zone euro s'est à nouveau accélérée en mai pour atteindre 3,6 % sur un an. Le taux d'inflation a atteint 5,21 % en Belgique et 4,7 % en Espagne. Les prix des produits alimentaires ont augmenté plus vite que l'inflation pour atteindre 7,2 %. En Bulgarie, la hausse a été de 25,4 % et dans les pays baltes de plus de 20 %.

Certains des secteurs économiques touchés le plus directement par l'augmentation du prix du pétrole se sont mobilisés simultanément dans plu-

sieurs pays. En **France**, au **Portugal**, en **Espagne** et en **Italie**, les premiers à se mobiliser ont été les **pêcheurs**. Ils ont été suivis par les **chauffeurs routiers** et dans certains cas par d'autres professions comme les ambulanciers ou les chauffeurs de taxi. C'est en **Espagne** et au **Portugal** que le mouvement des chauffeurs routiers a duré le plus longtemps. Ces secteurs pourraient à nouveau connaître d'importantes mobilisations en raison de la nouvelle augmentation du prix du pétrole, qui a déjà annulé les « mesures » prises par les différents gouvernements.

En **Belgique**, du lundi 9 au jeudi 12 juin, les trois principaux syndicats ont appelé à des mobilisations pour le pouvoir d'achat, mais ils l'ont fait région après région. Près de 80 000 personnes ont manifesté dans de grandes villes du pays, dont 25 000 à Liège lundi 9 et 20 000 à Mons le mercredi 11. La mobilisation a été deux à trois fois plus importante que ce qu'attendaient les organisations syndicales. Les principaux mots d'ordre avancés par les syndicats portaient sur la baisse de la TVA sur l'énergie et sur le maintien de l'indexation des salaires sur les prix. Les fonctionnaires flamands sont appelés à faire grève le 24 juin.

Au **Portugal**, le 5 juin dernier, à l'appel de la CGTP, le principal syndicat portugais, proche du Parti communiste, 270 000 personnes sont descendues dans les rues pour s'opposer à la politique du gouvernement, et plus particulièrement pour s'opposer à la réforme du code du travail. Depuis son arrivée au pouvoir, le Premier ministre portugais, le « socialiste » J. Socrates, s'est fait le champion de l'application des directives européennes, en particulier celles relatives à la réduction du déficit public et à la flexibilisation. Cela s'est traduit concrètement par la suppression de plusieurs dizaines de milliers de postes de fonctionnaires, par la fermeture de plus de 2 000 écoles primaires, surtout dans les zones rurales, par la privatisation des hôpitaux et par ce projet de réforme du code du travail. Le 18 octobre 2007 déjà, près de 200 000 personnes avaient manifesté aux portes du bâtiment où étaient réunis les représentants des États membres de l'Union européenne pour signer le traité de Lisbonne, rejeté depuis par les Irlandais (voir l'édito de ce numéro). Une nouvelle manifestation est prévue le 28 juin.

En **Allemagne**, des négociations salariales tendues se déroulent dans plusieurs secteurs tels que la métallurgie, les transports aériens ou les banques. Par exemple, dans les transports aériens, le syndicat Ver.di réclame une augmentation salariale de 9,8 %, tandis que le patronat n'est prêt à accorder que 3,4 %. Dans les banques, les syndicats, qui redoutent 20 000 suppressions d'emplois en cas de rapprochement entre Deutsche Bank, Commerzbank et Postbank, réclament des hausses de 8 %. Des grèves d'avertissement ont déjà eu lieu dans ces secteurs ; le 23 juin, plusieurs dizaines de vols de la Lufthansa ont été annulés.

Au **Royaume-Uni**, la majorité des quelque 800 000 membres du syndicat des travailleurs des collectivités locales s'est prononcée pour un mouvement de grève afin d'exiger une augmentation salariale. À l'heure actuelle, le gouvernement propose une augmentation de 2,45 % alors que le syndicat Unison réclame une hausse des salaires de 6 %. Le mouvement pourrait toucher les services municipaux tels que les écoles, les éboueurs ou encore les administrations locales.

En **France**, malgré la volonté de division des travailleurs par les directions syndicales, le nombre de mobilisations et de grèves reste important.

Depuis plusieurs semaines, les **travailleurs des ports** luttent contre la privatisation des ports. Dans la matinée du vendredi 6 juin, ils ont bloqué plusieurs accès de Marseille.

Les **travailleurs sans-papiers** restent fortement mobilisés. Lancé il y a plus de deux mois, le mouvement touche désormais 41 entreprises, surtout dans les domaines de la restauration, du BTP ou encore du nettoyage. Le mouvement est surtout localisé en Île-de-France.

Les **travailleurs des chaînes et des radios publiques** se sont fortement mobilisés, mercredi 18 juin, contre le rapport Copé qui vise à supprimer la publicité sur les chaînes publiques et à augmenter la redevance audiovisuelle afin de satisfaire les intérêts de TF1 et des autres chaînes privées. Le 18 juin, ils étaient près de 4 000 à manifester à Paris contre ce projet. Il y avait notamment 80 % de grévistes à France 3. Aucune édition régionale n'a été diffusée à la mi-journée et les journaux télévisés nationaux, le 12/13 et le 19/20, ont été annulés. Les autres chaînes de France Télévisions ont également été

fortement touchées par le mouvement de grève. À la radio, les programmes des différentes stations (France Inter, France Info, France Bleu, France Culture, France Musique, FIP et Le Mouv') ont été perturbés alors qu'il y a quatre mois, lors de la précédente grève, la mobilisation avait été moindre. À RFI, la mobilisation était également due au projet de rapprochement avec France 24 au sein de la holding France Monde. Il y avait plus de 60 % de grévistes.

À **Météo France**, les syndicats se sont mobilisés pendant plusieurs jours contre le « plan stratégique » de la direction, qui prévoyait la suppression de 500 emplois et la fermeture d'un centre météo départemental sur deux à l'horizon 2017. Suite à la mobilisation des travailleurs, la direction a stoppé son plan... pour l'instant.

Les **chercheurs du CNRS** se sont mobilisés, vendredi 20 juin, contre l'adoption du plan stratégique « Horizon 2020 », qui vise à démanteler l'organisme de recherche. Ils étaient près de 2 000 à Paris pour empêcher la tenue du Conseil d'administration de celui-ci. Les chercheurs ont lancé des mots d'ordre pour réclamer la démission de la directrice générale de l'établissement. La semaine précédente, plus de 200 médaillés du CNRS réclamaient le maintien d'un organisme « national et généraliste ». Mercredi 18 juin, près de 300 directeurs d'unité menaçaient de se lancer dans une « grève administrative » en cas d'adoption du texte. Le conseil scientifique de l'organisme a refusé de voter le document. Les membres du CNRS craignent maintenant un vote cet été, à l'image de ce qu'avait fait le gouvernement pour faire passer la loi sur l'autonomie des universités.

Mathieu

(Suite de la page 7)

pêcheurs, des routiers, des paysans, des taxis...

Il y a bien une baisse réelle du pouvoir d'achat. C'est pourquoi, il faut nous battre pour l'augmentation générale des salaires et pour qu'ils soient réindexés sur les prix (depuis 1982, ils ne le sont plus !). C'est là la véritable solution au problème de la vie chère !

Unifions les luttes !

Pour faire aboutir nos revendications, il faut que les directions syndicales prennent leurs

responsabilités, qu'elles rompent toute conciliation avec le gouvernement. Elles doivent **retirer leur signature de la « position commune »** qui a permis au gouvernement d'avancer sur la remise en question de la durée légale du temps de travail.

Les syndicats doivent œuvrer à unifier les luttes et à aider les travailleurs à s'organiser contre la politique du gouvernement, c'est leur rôle ! La multiplication des grèves que l'on observe actuellement, surtout dans le secteur privé, pour l'augmentation des salaires et contre les délocalisations, montre

que les conditions sont réunies pour construire un mouvement d'ampleur et faire reculer le gouvernement.

Pour la défense de la durée légale hebdomadaire du temps de travail !

Pour la défense des 35 heures !

Pour l'augmentation générale des salaires !

Paris, 14 juin 2008

Déclaration du GSI

Pour la défense des 35 heures

Le 19 mai dernier, P. Devedjian a donné le signal de départ à l'UMP et au gouvernement pour lancer l'offensive finale contre les 35 heures, en réclamant le « démantèlement définitif des 35 heures, dès cette année ». Le ministre du travail, X. Bertrand lui a emboîté le pas, le 28 mai, en affirmant sa volonté de « sortir » des 35 heures, répondant ainsi à l'une des principales attentes du patronat : **supprimer la durée légale du temps de travail.**

Que prévoit le projet de loi ?

Le projet vise à supprimer ou à modifier près de 70 articles du code du travail concernant l'organisation du temps de travail dans les entreprises. Il aurait pour conséquence d'allonger la durée effective du temps de travail, de réduire le paiement des heures supplémentaires et d'accroître encore plus la flexibilité des horaires.

Ce projet prévoit entre autres que :

- tous les salariés pourraient se voir appliquer le régime des forfaits en heures, permettant à leur employeur d'intégrer des heures supplémentaires à leur temps de travail sans avoir à respecter les taux de majoration ni les repos compensateurs. L'accord d'entreprise encadrant ce dispositif n'aurait plus l'obligation de fixer des limites aux durées journalières et hebdomadaires ;
- toutes les dispositions protectrices concernant le temps de travail annualisé ou réparti sur des cycles de plusieurs semaines seraient supprimées (définition des périodes hautes et basses ; programme annuel...). Il suffirait à l'employeur de respecter un délai de prévenance – déterminé par simple négociation d'entreprise – pour changer les horaires des salariés ;
- les repos compensateurs pour les heures supplémentaires effectuées dans le cadre du contingent conventionnel sont supprimés.

Cette loi préconise donc une déréglementation généralisée, notamment à travers l'annualisation du temps de travail. Derrière cette annualisation et la baisse de rémunération des heures supplémentaires, le gouvernement veut tout simplement supprimer les heures supplémentaires, car elles sont plus coûteuses pour les patrons.

En s'appuyant sur la « position commune » signée par la CGT, la CFDT, le MEDEF et

la CGPME en avril dernier, la loi prévoit que le temps de travail soit négocié entreprise par entreprise. L'accord d'entreprise pouvant être signé par un syndicat – ou des syndicats – à condition qu'il représente au moins 30 % des employés de l'entreprise.

Cela revient en fait à isoler les travailleurs et à les rendre tributaires du rapport de force qui existe dans chaque entreprise entre les syndicats et les patrons. On voit ce que cela peut donner dans les entreprises où il n'y a pas de syndicat (par exemple, dans 96 % des PME, il n'y a pas de représentants syndicaux).

De plus, la négociation entreprise par entreprise ouvre la possibilité qu'un accord d'entreprise soit inférieur à un accord de branche, et qu'un accord de branche soit inférieur à un accord interprofessionnel. Ces mesures reviennent à faire voler en éclats le code du travail et les conventions collectives. **En clair, la remise en cause des 35 heures est synonyme de la fin de la durée légale du temps de travail !**

Aggravation du chômage et... chasse aux chômeurs

Si cette loi est adoptée, cela signifiera une détérioration accélérée des conditions de vie et de travail de l'ensemble des salariés. Cette loi est d'autant plus grave qu'elle contribue à renforcer le chômage de masse qui existe actuellement.

Officiellement, le chômage touche de 7,2 % de la population active, mais seules certaines catégories de demandeurs d'emploi sont comptabilisées. Le collectif Les autres chiffres du chômage (ACDC), qui regroupe associations et syndicats, affirmait en 2007 que le chômage touche en réalité environ 9,5 % de la population active.

En effet, plus de 50 % des chômeurs inscrits ne sont pas indemnisés. Les quatre cinquièmes des demandes rejetées le sont pour cause de cotisations insuffisantes (jeunes, femmes, précaires...). À cela, il faut ajouter les dernières mesures prises par le gouvernement qui visent à supprimer l'assurance chômage à tout travailleur refusant deux offres d'emploi « raisonnables », c'est-à-dire rémunéré à 85 % de son salaire antérieur...

D'ailleurs, la loi du 13 février 2008 qui instaure la fusion de l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Unedic), qui gère les indemnités chômage,

et l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) a pour principal objectif un meilleur « contrôle » des demandeurs d'emploi. Il faut savoir que l'Unedic a été excédentaire de 3,5 milliards d'euros en 2007 et devrait l'être de 4,6 milliards en 2008.

La destruction de la durée légale du temps de travail s'inscrit dans ce contexte de chômage de masse, ce qui permet au patronat et au gouvernement de tirer les salaires vers le bas, de casser les droits, tout en augmentant le taux d'exploitation des travailleurs afin de garantir l'explosion des taux de profits des capitalistes.

La défense de la durée légale hebdomadaire du travail, c'est aussi la bataille pour l'embauche massive des travailleurs sans emploi contre la surexploitation et les cadences infernales.

Salaires, prix et profits

Pour avancer aujourd'hui dans son projet, le gouvernement s'appuie sur les lois Aubry I et II (1998 et 1999). Ces lois ont permis la négociation entreprise par entreprise et une nouvelle forme d'organisation du travail reposant sur une souplesse accrue de la répartition du temps de travail (calcul de la durée du travail effective sur une base annuelle). Par ailleurs, elles ont provoqué le gel des salaires.

Aujourd'hui, alors que les revenus des patrons du CAC 40 (les quarante plus grandes sociétés cotées en Bourse) ont bondi de 58 % en 2007, avec un gain moyen de 4 millions d'euros, les salaires des travailleurs ne cessent de baisser. D'après la Commission européenne, la part des salaires dans le produit intérieur brut en France a chuté de 9,3 % ! Ainsi, il y a environ 120 à 170 milliards d'euros qui sont passés des poches des salariés dans celles des actionnaires.

Dans le même temps, on assiste à une hausse record des prix des produits de première nécessité. Selon le numéro de mars de *60 Millions de consommateurs*, mensuel de l'INC, beurre, yaourts, pâtes, céréales, biscottes, pains de mie, riz et autres jambons ont vu leur prix s'envoler de 5 % à 48 % entre novembre et janvier. Sans parler de la hausse des prix des carburants qui nous touche dans notre vie quotidienne et qui a déjà provoqué la révolte des marins

(Suite page 6)

ÉDUCATION NATIONALE : le nouveau pacte de confiance de Sarkozy

En 1999, messieurs Chirac et Jospin, respectivement Président et Premier ministre de la République, signaient à Lisbonne avec leurs homologues européens une feuille de route qui prévoyait que l'Union Européenne soit la région la plus compétitive du monde d'ici à 2012. Au nom de cette sacro-sainte compétitivité, les travailleurs et leurs acquis sont sacrifiés méthodiquement aux capitalistes depuis 10 ans. Retraites, droit du travail, santé, éducation : tous nos acquis doivent être démantelés, ce qui reste du service public doit être privatisé.

Si le NON irlandais est un échec des bourgeoisies européennes dans la constitution d'un territoire où la concurrence serait totalement « libre et non faussée », elles ont néanmoins bien avancé dans leurs plans de destruction des droits des travailleurs. L'éducation, parce qu'elle forme l'ensemble de la jeunesse, est un enjeu de taille pour la bourgeoisie. Elle représente un marché vaste, qui peut se révéler extrêmement lucratif. Si les capitalistes contrôlent l'enseignement, ils contrôlent également les qualifications qui en découlent : une école privée délivre un diplôme maison dont la valeur est à l'appréciation personnelle des patrons. Avec la fin de la reconnaissance des diplômes dans les droits collectifs des travailleurs, c'est tout un pan du code du travail qui est annihilé.

En ce qui concerne la destruction de l'éducation publique et laïque, le gouvernement peut se vanter d'être le bon élève de l'Europe : il a réaffirmé sa volonté de tenir coûte que coûte l'agenda défini à Lisbonne.

Du mensonge au chantage

Pour mener son plan de bataille contre l'Éducation nationale, Sarkozy et les ministres à sa botte ne se contentent plus du mensonge pour avancer. Les explications frauduleuses sur la démographie ou sur les caisses de l'État ne suffisent plus. Maintenant, le gouvernement doit passer au chantage. Adeptes des belles tournures démagogiques, Sarkozy appelle ce chantage le « nouveau pacte de confiance » avec les enseignants. Tout en annonçant les suppressions massives de postes et la

casse du statut d'enseignant, il somme les professeurs de participer activement à son programme de casse de l'éducation :

« Nous voulons signer avec les professeurs de France un nouveau pacte de confiance. Cela implique un effort, y compris financier, de la part de l'État. C'est pourquoi j'ai annoncé, dès la campagne électorale, que la moitié des économies produites par les économies d'emplois dans l'Éducation nationale seraient redistribuées aux professeurs. (...) Ce pacte de confiance ne peut

statut national du professorat et le salaire au mérite.

L'université : axe stratégique de l'attaque

La réforme européenne des universités ECTS/LMD, appliquée en France grâce à la participation active du SNESup (FSU) et de l'UNEF, a été le coup de massue contre les diplômés, contre leur reconnaissance dans les conventions collectives et contre la notion de qualification des travailleurs. Le diplôme est remplacé par le grade, qui a une valeur



consister en une mesure de revalorisation générale et sans contrepartie, comme on l'a si souvent vu par le passé. (...) Il faut arrêter de dire que l'Éducation nationale c'est prioritaire et de ne pas accepter de véritable débat, un véritable dialogue, un véritable compromis sur l'avenir de notre Éducation nationale.⁽¹⁾ »

Voici le compromis : subissez en silence la privatisation, et on vous promet quelques miettes dans la répartition des bénéfices qui seront produits ! Quelle belle application du principe royaliste du donnant-donnant ! Mais ce chantage ne doit berner aucun enseignant. Derrière cette annonce de revalorisation des salaires se cache la fin du

totalement individuelle et n'est pas un acquis à vie.

Au lieu d'un concours national pour professorat et d'une formation rémunérée au sein des IUFM, le gouvernement propose le remplacement par un grade spécifique, un master professionnalisant au métier d'enseignant (bac + 5). Les principales conséquences de cette mutation sont :

- Les suppressions des IUFM... et de leurs postes !
- La suppression de l'année de formation rémunérée. Cela signifie que les prétendants au poste d'enseignant auront deux années d'université de plus qu'auparavant à payer.

C'est pourquoi notre démagogique national tente d'acheter les futurs jeunes profs endettés : « En échange d'une année d'étude supplémentaire, nous nous engageons à ce que les débuts de carrière soient revalorisés. »

- À terme : suppression pure et simple du concours national. Le LMD (et son approfondissement dans la LRU) établit la mise en concurrence des universités. Aujourd'hui, le gouvernement constitue dix pôles d'excellence, dont certains proposeront ces masters pro enseignement. Mais à côté de ces facs d'élite et de leur formation pour élites, il y aura les petites facs poubelles qui délivreront leurs propres formations. En instituant la formation de profs maison, les réformes du supérieur ont préparé le démantèlement du primaire et du secondaire.

Axe stratégique de notre réponse : l'unité

Les lycéens qui se sont battus contre les suppressions de postes pendant le printemps ont pour la plupart saisi beaucoup plus profondément que leurs enseignants la logique qui inspire le gouvernement. Bien sûr qu'il ne s'agit pas de répondre au vide des caisses de l'État. L'objectif est de répondre à l'Europe, à l'agenda prévu par Lisbonne. Le gouvernement doit privatiser l'Éducation, comme il l'a fait pour la SNCF, pour la Poste et pour les hôpitaux. Même objectif, mêmes méthodes : précarisation des postes, régionalisation, service public aux usagers remplacé par la valeur objectifs clients/résultats chiffrés. On privatise le rentable et on socialise les pertes sur le budget de l'État, contraint de fermer les services un à un.

Des écoles ont déjà fermé à la campagne... ce phénomène va s'approfondir. Combattre une réforme aussi profonde implique une unité large et déterminée dans la lutte. Les directions syndicales de l'enseignement doivent être accusées publiquement de trahison. Elles ont orchestré ces derniers mois l'isolement et la décomposition des luttes. Chaque établissement portait sa revendication : non aux suppressions de postes ! Non à la réforme de la carte scolaire ! Non aux nouveaux programmes ! Non aux cours de morale ! À chaque revendication sa journée d'action, et un bilan final sans aucune re-

vendication satisfaite... Pourtant, toutes ces attaques sont concentrées dans un seul et même texte : la loi Fillon de 2005 ! Rappelons la victoire des lycéens sur ce texte qui avaient obtenu le retrait du contrôle continu au bac. Les lycéens les plus conscients dans la bataille de cette année ont naturellement ajouté à leurs revendications sur les suppressions de postes le retrait du projet de bac unique individualisé (par le biais d'options). Le plus déplorable dans l'histoire est qu'ils aient souvent dû ajouter cette revendication contre les dirigeants MJS, JC et JCR qui ont une fois de plus démontré qu'ils ne veulent pas défendre jusqu'au bout les vrais intérêts de la jeunesse.

Pourtant, « retrait du bac unique ! » unifie les élèves et leurs professeurs car la suppression du diplôme national va de pair avec la suppression de matières dans les établissements, la bivalence et la concurrence entre lycées et enseignants ; unifie les lycéens et les étudiants, le bac étant le premier diplôme universitaire ; et surtout unifie les jeunes et la classe ouvrière, la casse du bac servant le démantèlement du code du travail. La lutte contre le CPE a démontré que lorsque, jeunes et travailleurs, nous nous battons ensemble,



nous pouvons faire reculer le gouvernement. Parce que les lycéens les plus conscients se battaient pour cette revendication et qu'elle permettait l'unité la plus large, il était du devoir des organisations politiques de mettre en avant ce mot d'ordre. Le gouvernement a bien saisi l'importance de ce grand absent à nos revendications. Aucune revendication contre le bac unique en mai, plan de démantèlement du lycée en juin !

Objectif 2012

Le rapport du groupe de travail sur le bac remis le 12 juin au gouvernement

officialise les annonces du mois d'octobre dernier : spécialisation et individualisation renforcées au lycée pour un bac à la carte autour d'un « tronc commun » minimal. Sous prétexte que la filière littéraire soit « menacée d'extinction » ou que la filière scientifique soit trop sélective et réservée aux élèves favorisés, le groupe de travail préconise la mise à bas de toutes les filières. Dans les derniers numéros de *L'Internationaliste*, nous disions que la réforme du bac pro était liée au projet de bac unique. Dans son discours du 3 juin 2008, Darcos nous donne raison. Les objectifs sont de transformer année après année le cursus du lycée afin qu'il offre « des parcours plus souples et plus diversifiés » et afin de « donner de nouvelles marges d'autonomie aux établissements ». La rentrée scolaire de 2011 doit voir apparaître le bac à la sauce européenne. Grâce à la suppression de la carte scolaire, les enfants de bourgeois pourront obtenir un grade de baccalauréat dans un lycée prestigieux leur donnant accès aux universités d'excellence. Les enfants des travailleurs devront se contenter des filières professionnalisantes liées aux entreprises et se prépareront à être des stagiaires à vie.

Le gouvernement a jusqu'à 2012 pour achever son plan. Nous devons préparer dès maintenant la rentrée scolaire afin que ce plan cesse. Nous devons travailler à construire l'unité la plus large contre les suppressions de postes, contre la loi Fillon de 2005 et contre le bac unique. Nous devons agir avec tous les enseignants et les travailleurs de l'éducation, avec tous les lycéens et les étudiants, et garder toujours en tête la perspective d'unité et de jonction avec les tous les secteurs ouvriers en lutte, pour mettre tous ensemble le gouvernement en échec.

Greg

1) Discours de Sarkozy prononcé le lundi 2 juin 2008.

Halte à la répression impérialiste en Nouvelle-Calédonie !

L'impérialisme français tente de réaffirmer sa domination et ses intérêts économiques et militaires dans les ex-colonies qu'il possède à travers le monde, comme le démontrent ses interventions en Côte d'Ivoire ou plus récemment au Tchad. La Nouvelle-Calédonie n'échappe pas à cette volonté de reprise en main. Ainsi, le secrétaire d'État à l'Outre-mer, Christian Estrosi, en visite sur le territoire le 15 octobre dernier, a demandé au haut-commissaire de la République, Michel Mathieu, de faire évacuer par les CRS un rassemblement pacifique organisé par l'USTKE devant le haut-commissariat. Celui-ci a alors préféré démissionner de ses fonctions... Cet incident est révélateur de la volonté du gouvernement Sarkozy-Fillon de renforcer le rôle de l'État dans l'archipel, notamment en matière répressive, lors de blocages d'entreprises par les syndicats. C'est aussi la preuve de l'existence d'un rapport de force instauré par les travailleurs et leur organisation, l'USTKE (Union syndicale des travailleurs kanaks et des exploités).

La volonté du gouvernement français dans cette affaire est double : d'une part, réaffirmer sa présence dans le Pacifique, et d'autre part, assurer la défense de ses intérêts économiques. En effet, le territoire représente la seule présence militaire française et européenne dans le Pacifique⁽¹⁾ et permet d'assurer une capacité d'intervention qui s'intègre dans les projets de Sarkozy énoncés dans le Livre blanc sur la Défense. La Nouvelle-Calédonie possède en outre une Zone économique exclusive représentant plus de trois fois la superficie de la France. L'extraction du nickel et son exploitation font du territoire le troisième exportateur mondial de cette matière première, actuellement aux mains de la société canadienne Falconbridge⁽²⁾. On comprend donc bien tout l'intérêt que peut représenter ce petit territoire du Pacifique sud pour l'impérialisme français.

Alors que celui-ci entend imposer sa présence, notamment par une politique de recolonisation avec l'arrivée de métropolitains depuis ces deux dernières années et la répression antisyndicale, les Kanaks organisent la riposte. On observe en effet un aiguisement des luttes et de la répression depuis la grève des dockers du port

en 2006 qui avait abouti à l'intervention de la police³. La radicalisation des luttes s'observe avec le conflit opposant les ambulanciers de Ponérihouen à leur direction, tout comme celui mené par les travailleurs de la société CarSud, filiale de Veolia transports.

Ceux-ci sont en grève générale depuis le 9 janvier dernier pour s'opposer au licenciement abusif d'un militant de l'entreprise. En réponse à l'occupation, le nouveau haut-commissaire de la République, Yves Dassonville, a appliqué la ligne définie par Sarkozy qui s'est traduite par vingt-cinq manifestants sérieusement blessés et soixante arrestations. Après plus de deux mois de prison pour treize d'entre eux, vingt-trois ont été condamnés à des peines allant d'un mois à un an de prison ferme.

Le Groupe socialiste internationaliste, section française de la Ligue internationale des travailleurs, soutient les militants de l'USTKE dans leur lutte pour la libération des militants emprisonnés et la réintégration de leurs camarades. Elle leur affirme sa solidarité. Nous condamnons fermement la répression antisyndicale, les interventions policières, les arrestations et les condamnations, ainsi que les campagnes de diffamation menées par le pouvoir pour briser l'USTKE et sa résistance à l'impérialisme français.

Aujourd'hui, après la trahison du FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) pendant la grève du port, les travailleurs recherchent une alternative politique, comme le démontre en quelques sortes la création du Parti travailliste kanak en novembre 2007. Ce dernier s'inscrit en rupture avec le Palika (Parti de libération kanak) et le FLNKS, mais dans la continuité des principes politiques défendus par l'USTKE.

Cependant, il est clair, au vu de plusieurs éléments, que ce n'est sans doute pas ce parti qui se battra jusqu'au bout pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, ni pour le socialisme. Se caractérisant comme altermondialiste, ce nouveau parti ne définit pas sa politique sur des critères de classes, comme le suggère la reconnaissance de l'action menée par l'ONU pour le droit à l'autodétermination des peuples.

Comment défendre une indépendance des

Kanaks quand on reconnaît l'organe qui participe du génocide palestinien, alors que le peuple palestinien lutte héroïquement contre la colonisation israélienne, comment organiser et unifier les luttes si ce n'est par notre détermination et en ne comptant que sur nos propres forces militantes ? José Bové, qui s'est rendu en Nouvelle Calédonie lors de la grève de CarSud, tout comme les courants altermondialistes à échelle européenne, ont fait croire aux travailleurs que l'issue des luttes résidait dans les élections. C'est un mensonge. Ni le vote Royal, ni le terrain déformé des élections ne changeront les conditions de travail de la classe ouvrière.

Seule une lutte sans merci livrée à toutes les bourgeoisies pour détruire le système capitaliste et instaurer un autre système économique, le système socialiste, peut nous sortir de la barbarie et de la misère capitalistes. Un espace politique existe pour construire une réelle alternative au RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République, depuis 2002 Rassemblement-UMP) en Nouvelle-Calédonie, sur des bases d'indépendance de classe. Cet espace est pour l'instant occupé par des secteurs radicaux dans la forme mais réformistes dans le fond, avec de plus en plus d'exemples de collaboration de classe avec l'impérialisme. Mais il n'est pas dit que la situation se radicalisant, la composition même de la bases de ces organisations que constituent l'USTKE et le nouveau PT ne permettra pas d'imposer une autre ligne politique : marxiste, révolutionnaire, pour l'indépendance des colonies et le socialisme.

Solidarité avec les militants de l'USTKE victimes de la répression antisyndicale !

Pour une Fédération des États socialistes du Pacifique !

Griselda et Emeric

1) En 2006, l'impérialisme français dispose d'un millier de militaires en Nouvelle-Calédonie pour moins de 300 000 habitants, auxquels s'ajoutent 690 militaires en Polynésie et 180 en zone maritime Pacifique.

2) Société rachetée par la multinationale anglaise Xstrata en 2006.

3) Voir les articles et l'interview dans *L'Internationale* n° 62 de septembre 2006.



Barack Obama : un « nouveau visage » pour le « vieil » impérialisme

Le triomphe du sénateur Barack Obama lors des élections primaires du Parti Démocrate est un fait sans précédent dans l'histoire des Etats-Unis : pour la première fois, il y aura un candidat noir dans les élections présidentielles en représentation d'un des deux grands partis. Qui plus est, les enquêtes indiquent qu'il a beaucoup de possibilités de vaincre son opposé républicain, John McCain.

Le fait qu'un jeune politicien noir, fils d'un immigrant africain musulman, puisse devenir le premier président noir du pays, était quelque chose d'absolument inimaginable il y a seulement quelques années, si ce n'est dans une série de télévision comme *24 heures*. C'est donc logique que cela produise un grand impact aux Etats-Unis et partout dans le monde, ainsi que beaucoup de confusion, y compris dans certains courants de gauche, comme nous verrons dans cette édition de Courrier International.

S'agit-il d'un changement réel, partiel mais important, du système de pouvoir politique de la principale puissance impérialiste mondiale ? Ou, au contraire, d'une simple adaptation formelle, nécessaire à ce système (un « nouveau visage ») pour faire face, dans le monde et à l'intérieur du pays et dans de meilleures conditions possibles, aux graves difficultés de l'impérialisme américain ?

La LIT-QI affirme clairement qu'il s'agit de la seconde option. Pour le démontrer, nous devons analyser, d'une part, les caractéristiques centrales du système qui a créé une figure comme celle de Barack Obama et, d'autre part, les conditions qui ont rendu nécessaire son possible accès à la présidence du pays.

Le système de bipartisme

Le système politique électoral américain est basé sur l'existence de deux grands partis bourgeois, le Républicain et le Démocrate, qui s'alternent dans la présidence et dans l'opposition parlementaire, selon les circonstances.

Les deux partis présentent des différences politiques et s'appuient sur des bases électorales différentes. Les républicains, d'une part, expriment traditionnellement

et il existe ainsi une droite démocrate forte, sans grande différence avec les républicains.

Il n'y a cependant aucun doute que le Républicain et le Démocrate sont, de fond en comble, des partis de la bourgeoisie impérialiste. Comme preuve, il y a premièrement les quantités fabuleuses d'argent que les grandes entreprises apportent au financement des deux partis et leurs candidats. Dans ce système, et en échange d'un engagement vis-à-vis de son bailleur de fonds, aucun politicien n'a de réelles possibilités d'accéder à un poste important sans un soutien financier fort des entreprises. Les données financières -que nous analysons dans un autre article de cette édition- permettent de déduire à quels secteurs de cette bourgeoisie chaque parti est préférentiellement lié : les républicains sont soutenus majoritairement par la chimie pétrolière, les usines automobiles, la construction et l'industrie agro-alimentaire, alors que les démocrates sont fortement soutenus par le secteur des finances-assurances, de l'immobilier, de l'éducation et de la santé.

Deuxièmement, cela se voit dans la politique que ces partis appliquent quand ils sont au gouvernement. Une idée fort répandue, et totalement fautive, c'est que les républicains seraient plus guerriers et les démocrates plus pacifistes. La réalité montre une toute autre chose : beaucoup d'interventions militaires et beaucoup de guerres de l'impérialisme américain ont été lancées par des présidents démocrates. Par exemple, c'est John Kennedy qui a initié l'intervention au Vietnam au début des années 60, et qui a promu l'invasion de la Baie de Cochons, contre Cuba ; c'est Harry Truman qui a ordonné de lancer la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki en



des positions plus réactionnaires et s'appuient sur la classe moyenne des villes moyennes et petites, et sur la classe moyenne plus nantie des grandes villes. Les démocrates, d'autre part, expriment des positions plus « libérales » (dans le sens américain du terme) et leur appui électoral provient des travailleurs et de la classe moyenne « libérale » des grandes villes ; de plus, ils accueillent traditionnellement les minorités (noires et latines) et d'autres secteurs discriminés. Par leur poids historique dans les directions syndicales, les démocrates ont toujours joué le rôle de frein à toute alternative indépendante de la classe ouvrière, sur le terrain électoral. Toutefois, ces dernières années, les différences politiques entre les deux partis ont eu tendance à se diluer de plus en plus,

1946 ; et l'actuelle guerre en Iraq, bien qu'elle ait été décidée par la politique de George W Bush, a compté avec le soutien parlementaire démocrate. Au moment de défendre les intérêts impérialistes dans le monde, les deux partis finissent par unifier leur politique.

Qui est Barack Obama ?

Une première conclusion, en lisant la biographie de B Obama, c'est qu'il n'a presque pas souffert -ou alors dans un très moindre degré- de la discrimination, la violence et le manque d'occasions dont souffre quotidiennement la majorité des jeunes noirs aux Etats-Unis. Fils d'un émigré du Kenya, qui par la suite est retourné dans son pays, et d'une Américaine, Obama a étudié le droit à la *Columbia University* de New York et à la très exclusive *Harvard Law School*, où il a obtenu un diplôme avec mention *magna cum laude*. Ayant travaillé dans un cabinet d'avocats, il a ensuite déménagé à Chicago où il est nommé professeur à l'Université. Dans cette ville, Obama se met en rapport avec le parti démocrate et commence une carrière politique météorique : en 1996 il est élu au sénat de l'Etat d'Illinois et en 2004 il devient sénateur national, dans les deux cas avec l'appui de Bill Clinton. En 2007, il décide de lancer sa candidature dans les primaires présidentielles démocrates, avec l'appui de l'influent sénateur Edward Kennedy. Nous connaissons la suite.

Avec son image de "mec noir à succès" il semble, évidemment, beaucoup plus sympathique que la prétentieuse Hillary Clinton ou que l'ancien militaire John McCain. Mais il est très loin d'être un *outsider*, un élément marginal qui aurait gagné du poids au cours d'une dure lutte contre l'appareil du parti démocrate. Au contraire, Obama est un véritable produit de cet appareil, son profil ayant été construit pour servir dans les moments difficiles comme ceux de maintenant.

Croire qu'une éventuelle présidence Obama incarnerait un changement important dans le contenu de la politique américaine, revient à croire que des politiciens impérialistes de carrière, comme Edward Kennedy, et que des entreprises comme Goldman Sachs mettraient leur poids politique ou leurs dollars sur la balance pour soutenir quelqu'un susceptible de devenir, ne serait-ce que partiellement, leur ennemi.

Ses positions politiques

Examinons maintenant les positions de

Obama, en considérant le fait que, comme dans tout autre pays, les politiciens américains déguisent leurs véritables positions pendant les campagnes électorales. Dans le cas de nouvelles figures démocrates comme Obama, une loi est généralement appliquée : ils se situent plus à gauche lors des primaires du parti, tournent à droite au cours de la campagne nationale et prennent ce virage à fond en accédant au gouvernement.

a) Les guerres de l'Iraq et de l'Afghanistan

Quand il était sénateur d'Etat, Obama s'est opposé à l'invasion de l'Iraq, un point qu'il a beaucoup exploité dans ses critiques contre Hillary Clinton (qui, elle, a soutenu l'invasion). Sur son site, il a présenté un *Obama's Iraq plan* qui propose le retrait des troupes américaines en 16 mois, en même temps que leur présence serait renforcée en Afghanistan pour gagner cette guerre⁽¹⁾. Toutefois, son conseiller de politique extérieure a précisé que ce plan était construit sur « le meilleur scénario possible », et qu'il « serait révisé » une fois Obama arrivé à la présidence⁽²⁾.

b) Israël et le Moyen-Orient

Sur ce sujet, Obama a parlé avec une clarté totale, face à la nécessité de gagner l'appui du lobby américain pro Israël, ce lobby d'un grand poids politique et financier qui le regardait avec méfiance. Dans une visite à AIPAC (American Israel Public Affairs Committee), il a déclaré qu'il existe « des liens indestructibles entre Israël et les Etats-Unis ». Ajoutant que « tous ceux qui menacent Israël nous menacent », Obama a promis de mettre à la disposition d'Israël « tous les moyens disponibles pour se défendre contre toutes les menaces venues de Gaza ou de Téhéran ». Aussi, il a affirmé que « la sécurité d'Israël est sacro-sainte et non négociable », et a terminé en disant que « Jérusalem continuera d'être la capitale d'Israël qui doit rester indivisée ». Après ce discours, l'ambassadeur israélien à Washington a déclaré : « le discours que Barack Obama a prononcé devant les délégués d'AIPAC a été très important et encourageant »⁽³⁾.

c) Les crises économiques

Dans un discours prononcé en février dernier, Obama a dit que l'actuelle récession que vit le pays et ses conséquences pour le peuple des Etats-Unis n'étaient pas dues « à des forces hors de notre contrôle ni aux cycles inévitables

des affaires », mais aux politiques promues par le gouvernement de Bush⁽⁴⁾. Cependant, connaître les mesures qu'il va appliquer s'avère bien difficile, son discours ne développant que les critiques contre Bush.

Dans la section *Economie* de son site, Obama affiche la définition suivante : « *Je crois que le libre marché a été le moteur du grand progrès de l'Amérique. Il a créé une prospérité qui fait l'envie du monde et permet un niveau de vie jamais atteint dans l'histoire. (...) En cela, nous sommes tous unis : dès présidents de sociétés jusqu'aux actionnaires, dès financiers jusqu'aux travailleurs des usines, nous avons tous intérêt au succès de l'autre, parce que c'est dans la mesure où prospèrent les Américains que prospérera l'Amérique*⁽⁵⁾ » Il n'y a là rien de très concret. Mais que peut-on attendre de quelqu'un qui considère que le « libre marché » est la base de tout, et que les travailleurs des usines « y sont unis » aux chefs d'entreprise, aux financiers et aux actionnaires ?

d) La question des immigrants

Obama a participé aux mobilisations massives des immigrants, le Premier Mai 2006 à Chicago. En 2008, il a écrit : « *Deux ans plus tard, notre problème d'immigration continue sans être résolu, et ceux qui veulent le changement devront voter pour lui en novembre. C'est pourquoi aujourd'hui, j'invite ceux qui sont pour le changement à se mettre au travail pour enregistrer des votes dans les mois à venir. Votre vote est votre décision.* »⁽⁶⁾ Autrement dit : « pas question de continuer la lutte, la solution est de m'élire président ». Il est difficile de savoir comment les 12 millions d'immigrant illégaux, sans aucun droit politique, pourront suivre ce conseil.

Dans la même lettre, Obama fait d'autres propositions complètement diffuses : « *Je veux manifester encore une fois mon engagement avec la réforme d'immigration intégrale et je ferai tout mon possible pour apporter de l'ordre et de la compassion à un système qui est aujourd'hui en ruines* ». Toutefois, il est fort probable que, en cas de victoire, il appliquera la même politique proposée par son mentor, le sénateur Edward Kennedy, dans le projet de loi (en accord avec le gouvernement de Bush) du même nom, une loi qui cherche à diviser les immigrants illégaux. Les uns, ceux qui parviennent à démontrer avoir

vécu aux Etats-Unis durant plus de cinq ans, pourront-ils aspirer à obtenir la résidence permanente, après un processus très long d'autorisations temporaires avec des conditions très difficiles à accomplir. Et « *en même temps, cela signifie que les autres 5 millions de sans-papiers seront, de fait, expulsés du pays, bien qu'ils puissent solliciter un visa légal depuis leurs pays pour pouvoir retourner aux Etats-Unis. Comme la loi propose un contingent annuel de 325.000 visas provisoires de travail, la majorité, de fait, ne pourra jamais retourner légalement.* »⁽⁷⁾ »

e) Concernant Cuba

Ici, tout comme dans le cas d'Israël, Obama a cherché ses appuis à droite. En l'occurrence, auprès de la Fondation Nationale Cubaine-américaine de Miami, un des secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie cubaine exilée aux Etats-Unis après la révolution de 1959. Dans son discours, Obama a réitéré la vieille formule d'alliance avec cette bourgeoisie, pour que la colonisation américaine puisse un jour retourner à Cuba, et il s'est déclaré pour le maintien de l'embargo commercial : « *Nous nous retrouvons ici dans notre engagement incontournable avec la liberté. Et il est juste que nous le réaffirmions ici à Miami. (...) Ensemble, nous allons défendre la cause de la liberté à Cuba. (...) Il n'y a pas de meilleurs ambassadeurs de la liberté que les Cubains-américains. (...) Je vais maintenir l'embargo. Il nous arme du levier nécessaire pour faire face au régime. (...) C'est ainsi que l'on pourra promouvoir des transformations réelles à Cuba : à travers la diplomatie forte, intelligente et basée sur des principes* »⁽⁸⁾ »

f) La question ethnique

C'est un sujet très important. Le « vote noir » a été la base la plus solide du triomphe de Obama dans les primaires démocrates, et il le sera aussi si Obama gagne les élections présidentielles. Cette base électorale a certainement grand espoir qu'un président noir l'aide à dépasser la situation historique d'oppression et discrimination dont elle souffre. Toutefois, au long de sa carrière politique, il a toujours essayé d'éviter la « question ethnique ». Quand il a dû l'aborder, Obama a relativisé le poids du sujet et revendiqué le progrès de la « société américaine » qui, selon lui, est en train de dépasser ce problème. Par exemple, dans un discours à la Conven-

tion Nationale Démocrate de 2004, il a affirmé : « *Il n'y a pas une Amérique libérale et une Amérique conservatrice, il n'y a que les Etats-Unis d'Amérique. Il n'y a pas une Amérique noire et une Amérique blanche, une Amérique latine et une asiatique, il n'y a que les Etats-Unis d'Amérique* »⁽⁹⁾ » Plus récemment, pour prendre distance du pasteur de son église, pour qui le racisme est un composant structurel et historique de la société américaine, il a déclaré : « *L'erreur profonde du révérend Wright n'a pas été de parler du racisme dans notre société, mais d'en parler comme si notre société était statique, comme s'il n'y avait eu aucune avancée, comme si ce pays (...) était encore irrévocablement lié à un passé tragique.* »⁽¹⁰⁾ ». Mais qu'en pensent les millions de Noirs opprimés qui ont voté Obama, ou les immigrants latins illégaux ?

Pourquoi Obama ?

Nous avons vu que Obama appartient au «cœur» du parti Démocrate, donc du système politique de bipartisme, et nous avons tracé une ébauche de ses positions. Nous voulons maintenant analyser pourquoi la bourgeoisie des Etats-Unis, ou certains de ses secteurs, font appel à lui.

L'explication de fond se trouve dans la crise que l'impérialisme américain vit actuellement sur plusieurs fronts. D'abord, la politique Bush de « guerre contre la terreur », un échec qui se manifeste par le cours défavorable de la guerre en Iraq et en Afghanistan, ainsi que par l'affaiblissement d'Israël après la défaite au Liban et l'impossibilité de soumettre la Bande de Gaza. Dans la région du Moyen-Orient, les Etats-Unis se sont mis dans un borbier dont ils ne peuvent sortir sans admettre une défaite (ce qui coûterait trop cher à leur rôle de « gendarme mondial »), pas plus qu'ils ne peuvent continuer d'augmenter leur présence militaire sans aggraver la situation.

A cela s'ajoutent, dans une combinaison extrêmement dangereuse pour la bourgeoisie, la récession déjà à l'œuvre dans le pays et la perspective d'une crise économique profonde. C'est-à-dire que, inévitablement, la bourgeoisie USA fera peser une partie du coût de cette crise sur le dos des travailleurs, par le chômage et la diminution des salaires. C'est déjà le cas chez certains géants, comme la *General Motors* qui menace de licencier tous les travailleurs refusant de réduire leur salaire de moitié. La classe ouvrière américaine est, elle, un géant de

Le financement des candidats

Business is business

Tout comme dans le reste du monde, aux Etats-Unis la bourgeoisie finance ses partis et candidats. La différence étant que, quand dans d'autres pays ces liens tendent à rester cachés, la législation américaine exige qu'ils soient publics et documentés. Aussi, la page www.opensecrets.org offre un résumé de données financières très intéressantes, classées par branches économiques : quelles entreprises ont apporté le plus, combien a reçu chaque candidat, etc.

De cette façon nous apprenons, par exemple, que jusqu'en mai 2008 « *les éventuels candidats ont reçu plus de 500 millions de dollars, un chiffre record* », distribués de la manière suivante :

Barack Obama :	265 439 277
Hillary Clinton :	214 883 437
John McCain :	96 654 783 ⁽¹¹⁾

En analysant la séquence historique, il est possible de voir comment, entre 2006 et 2008, les donations ont « glissé » des républicains vers les démocrates, et comment les dons faits à Obama ont augmenté jusqu'à se placer en haut du tableau.

Ces données nous permettent aussi de comprendre à quels secteurs bourgeois chaque parti est plus étroitement lié (même si les entreprises ont comme tradition de « ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier »).

Conformément aux pourcentages des contributions par parti, les républicains, d'une part, s'appuient davantage sur les entreprises pétrolières (73%), de l'automobile (68%), de la chimie (68%), de la construction (62%) et de l'agroalimentaire (presque 60%).

Les démocrates, d'autre part, sont forts dans le secteur de l'éducation (72%) et de la santé (55%), alors que la branche des finances-assurances-biens immobiliers (le plus important bailleur de fonds des différentes campagnes, avec 248 millions donnés), leur a accordé 54%.

Parmi les grandes entreprises de ce dernier secteur, la préférence vers les démocrates est claire : Goldman Sachs leur a accordé 73% sur environ 3,7 millions dollars de contributions globales, Citigroup 61% sur 3 millions, et Morgan Chase 64% sur 2,5 millions.

120 millions de travailleurs. Au cours de son histoire, cette classe a rarement entrepris de combattre dans l'unité ; mais lorsqu'elle l'a fait, les fondations de l'empire ont tremblé. Et la lutte des travailleurs immigrants, son secteur le plus exploité, pourrait bien être un premier pas vers cette perspective.

En même temps, l'échec de « l'ère américaine » de George W Bush a laissé le parti républicain profondément usé, discrédité et sans figure de rechange (même si, dans une moindre mesure, le système politique est usé dans son ensemble). Les républicains peuvent difficilement faire face à une situation aussi complexe, difficile, et dont leur propre politique a contribué à créer les contours.

Pour la majorité de la bourgeoisie américaine, il était donc parfaitement clair qu'il faudrait faire jouer l'« alternative démocrate ». Au début, elle avait préférentiellement parié sur la « femme forte », Hillary Clinton. Mais face à l'aggravation de la situation, la bourgeoisie a compris qu'un changement « de visage » plus profond était nécessaire. Dès lors, les possibilités de Obama

ont augmenté, comme étant le plus capable de défendre les intérêts de la bourgeoisie dans ce cadre-là.

Un ennemi encore plus dangereux

En résumé, pour essayer « d'endormir » la réaction de leurs victimes, d'importants secteurs de la bourgeoisie impérialiste ont décidé d'utiliser quelqu'un qui, par certains aspects (jeune, noir, de père musulman), peut « être vendu » comme appartenant au même front que les victimes.

Précisément, dans les dernières décennies, ces secteurs bourgeois se sont caractérisés pour avoir présenté de « nouveaux visages » aux élections présidentielles. Ainsi par exemple le « jeune modèle », John Kennedy, après la fin du maccartisme, ou plus tard Bill Clinton, ancien adversaire à la guerre du Vietnam.

Certains journalistes ont tracé une analogie entre Obama et Jimmy Carter, élu président en 1977, après la défaite du Vietnam et la destitution de Richard Nixon. Bien qu'il existe des différences

profondes entre ces actuel et ancien candidats, ils ont un point clairement en commun : leur nécessité de faire face à une crise profonde de l'impérialisme et son système politique, et pour cela, leur besoin de paraître « différents ». Ainsi, par exemple, pendant sa campagne électorale, Carter commençait tous ses discours par cette phrase : « *Je ne suis pas avocat, je ne suis pas de Washington.* »

Mais ces « différences » sont purement formelles et, dans leurs actions concrètes, tous ces gens-là ont toujours défendu jusqu'au bout les intérêts de l'impérialisme américain. Par conséquent, s'il gagne les élections présidentielles, Barack Obama deviendra le pire ennemi et des peuples du monde et des travailleurs des Etats-Unis. De ce point de vue, rien de nouveau par rapport à Bush, mais Obama serait un ennemi beaucoup plus dangereux parce que capable de dissimuler sa politique derrière son image nouvelle et différente. La conclusion est très claire : si Obama gagne la présidence des Etats-Unis, nous, travailleurs et peuples du monde, devons le combattre de toutes nos forces.

Naissance d'un « trotskysme obamiste » ?

Dans cette même édition, nous avons indiqué que la candidature présidentielle de Barack Obama a donné lieu « à beaucoup de confusion ; une confusion qui va... jusqu'à certains courants de gauche ».

Manifestation claire de cela, l'article *Le phénomène Obama* qui circule sur Internet. Son auteur est Olmedo Beluche, dirigeant du Parti d'Alternative Populaire de Panama et membre d'un courant dont font partie, également, le MES (Mouvement d'Esquerda Socialista) du Brésil, le MST (Movimiento Socialista de los Trabajadores) d'Argentine, et l'ISO (International Socialist Organization) des Etats-Unis. Il nous semble important de polémiquer vis-à-vis de cet article, car il recèle un mécanisme de raisonnement qui, déguisé en « tactique marxiste intelligente », conduit à une capitulation totale à la politique impérialiste. Nous ignorons si ces positions sont partagées par l'ensemble des organisations dudit courant, mais nous ne connaissons, jusqu'à présent, aucune publication qui les critique.

L'article part d'une définition qui sem-

ble une démarcation claire : « *Ce serait évidemment une illusion vaine et une erreur grave de notre part, de croire que si Obama était finalement élu en novembre, la politique impérialiste des Etats-Unis dans le monde disparaîtrait comme par magie... Lui aussi, il représente un secteur important de l'establishment américain.* »

Ensuite, d'ajouter : « *La victoire démocrate, surtout s'il s'agit de Barack Obama, ne signifiera pas la fin de l'impérialisme yankee, ni de la politique guerrière, et il est probable qu'elle ne signifie pas non plus la fin immédiate de la guerre en Iraq. Mais j'ai l'impression qu'elle représenterait quand même un changement de nuances, une atténuation de certaines caractéristiques terribles d'un régime américain qui, après le 11 septembre, incarne une certaine forme de néofascisme* » [c'est nous qui soulignons].

Jusqu'ici, la conclusion est correcte, dans certaines limites. Le triomphe d'Obama représentera « un changement de nuances » dans la politique impérialiste, par rapport à celle appliquée par Bush. Mais il conviendrait d'ajouter

deux choses. La première : ce « changement » ne serait qu'une adaptation indispensable, pour que l'impérialisme américain puisse faire face aux conséquences de son propre échec politique. La seconde, et comme nous l'indiquons déjà dans l'article principal : les démocrates sont experts en présentation de « nouveaux visages », sans changer quoi que ce soit d'important. De ce point de vue, Obama n'est pas une « nouveauté » mais seulement une des variantes de ce qui est déjà traditionnel dans la politique américaine ; quelque chose que l'auteur de cette article oublie dangereusement.

C'est pourquoi, après une longue diatribe sur la logique hégélienne et la contradiction entre « essence » et « apparence », il nous dit : « *Le discours radical de Obama a catalysé la volonté de millions d'Américains pour "le changement", des millions qui s'opposent à la continuité des "faucons", représentants directs du capital industriel-militaire. Ceci est déjà progressif en soi. Et si Obama n'honore pas ses promesses (ce qui est le plus probable), un grand secteur de l'électorat yankee*

aura donné un pas en avant dans la prise de conscience politique et sera dans de meilleures conditions pour se mobiliser pour les demandes qu'il croit aujourd'hui canalisées par Obama » [c'est nous qui soulignons].

C'est-à-dire que, afin de gagner les primaires démocrates, Obama aurait créé un « mouvement objectivement progressiste », dont les exigences soit, le moins probable, seront-elles honorées sous sa présidence, soit produiront-elles un saut dans la conscience et dans la mobilisation des masses. Mais en tout les cas, le processus n'entraînerait aucune perte pour les masses ni pour les révolutionnaires. C'est presque incroyable que l'article pose comme possibilité, si minime soit-elle, que Obama puisse honorer ses promesses et mettre en pratique son « discours radical », sous la pression des masses. Autrement dit, qu'il puisse jouer un « rôle progressiste », grâce à la « pression objective » et malgré lui.

Même en laissant de côté un tel postulat, le raisonnement de l'article reste toujours totalement faux, qui n'a rien à voir avec les faits. D'abord, Obama n'a créé (ni « catalysé ») aucun mouvement ; le mouvement existait déjà dans les faits : dans les mobilisations contre la guerre, dans la chute très importante du soutien du peuple américain au gouvernement, dans les mobilisations des immigrants, dans les premières grèves ouvrières, etc.

Précisément, Obama est celui que la bourgeoisie impérialiste a choisi pour freiner ce mouvement et empêcher qu'il ne prenne de l'ampleur, et ce, en le sortant de la rue pour le conduire dans l'impasse des élections. L'auteur semble avoir oublié toutes les leçons de l'histoire. Certes, il n'est pas impossible que les masses fassent une expérience avec Obama et avancent ainsi dans leur conscience et leur mobilisa-

tion. Mais il est surtout possible, et c'est le principal danger aujourd'hui, que Obama parvienne à « endormir » leur conscience et à faire avorter le processus.

En tout les cas, c'est la tâche qu'on lui a assignée. C'est pourquoi Obama a reçu le soutien de politiciens impérialistes de carrière, comme Edward Kennedy et Zbigniew Brzezinski, et l'appui financier des grandes entreprises. Penser que ces gens ont mis leur poids politique et leur argent au service, ne serait-ce qu'« objectif », de la construction d'un « mouvement progressiste » qui se retournerait contre eux, constitue non seulement un abus dialectique mais aussi une insulte à l'intelligence des impérialistes.

Mais l'auteur est conséquent jusqu'à sa conclusion : « *J'ai l'impression que, face à ces élections, l'un et l'autre ne sont pas la même chose, et qu'il faut parier sur la défaite des républicains. Même sous risque d'être accusé d'opportunisme, si le système yankee était à deux tours, je proposerais ouvertement à la gauche américaine (...) un vote critique Obama contre McCain.* »

Jusqu'à présent, beaucoup de courants avec un passé trotskyste avaient utilisé le raisonnement du « objectivement progressiste » pour justifier leur capitulation et leur appui, par exemple, aux gouvernements bourgeois de Chávez au Venezuela, Evo Morales en Bolivie et Correa en Equateur, ou leur soutien électoral à monseigneur Lugo au Paraguay. Dans ces cas-là, ils avaient au moins l'excuse qu'il s'agissait de gouvernements de pays coloniaux et en « friction avec l'impérialisme », ou qu'il s'agissait de « mettre en échec le Partido Colorado ».

Avec cette proposition-ci, l'auteur fait un saut qualitatif : celui de chercher des « nuances » au sein de l'impérialisme,

entre les « faucons » et les « colombes ». Une logique utilisée, jusqu'à présent, seulement par le stalinisme pour justifier des accords à long terme de l'ancienne URSS, avec les « impérialismes démocratiques » contre « les impérialismes guerriers », ou avec « les ailes démocratiques de l'impérialisme » contre « les ailes belliqueuses ⁽¹²⁾ ». Certains soi-disant « trotskystes », et leur abandon des principes révolutionnaires, nous ont déjà habitués à des capitulations permanentes. Sur ce chemin, cependant, capituler à l'impérialisme américain, c'est aller trop loin. Comme disait Don Quijote de La Manche : « *Des choses tu verras, Sancho, que tu ne croiras pas* ».

1) Voir www.barackobama.com/issues/iraq

2) Cité par www.politico.com/blogs/bensmith

3) afp.google.com/article, 4/6/2008

4) Extrait de blogdoalon.blogspot.com, 13/2/2008

5) Voir www.barackobama.com/issues/economy

6) "Propuesta a los inmigrantes", *Gray Brooks*, 1/5/2008

7) *Courrier International*, 12/4/2006 (www.litci.org).

8) www1.folha.uol.com.br/folha/mundo, 23/5/2008

9) presidenciais2008.wordpress.com/2008/02/03/perfil-de-barack-obama

10) foro.univision.com/univision, 18/3/08

11) Les contributions ont été plus concentrées pour les démocrates que pour les républicains. Par exemple, parmi ces derniers, celui qui en a reçu le plus est Mitt Romney (presque 105 millions), le maire de New York, Giluani, occupant la troisième place, avec 54 millions.

12) C'était, par exemple, la base pour justifier les fronts populaires avec des secteurs de la bourgeoisie impérialiste en Europe dans la décade de 1930, ou pour soutenir Roosevelt aux Etats-Unis.

Sur la toile :

<http://www.litci.org/>

<http://www.marxismovivo.org/>

<http://www.gsi-litqi.org/>

Une directive européenne permet de prolonger la durée de travail hebdomadaire jusqu'à 65 heures

L'Union Européenne, laissant tomber son masque de « modèle social du continent », prétend imposer un recul historique aux travailleurs. Aussi, la directive citée dans notre titre, déjà approuvée à l'unanimité par les différents ministres du travail, se trouve actuellement en cours d'examen au Parlement européen. Tout comme pour la Directive du Retour (ou « de la honte »), on justifie cette nouvelle disposition en la qualifiant de directive « de garantie », parce qu'elle « garantit » une durée maximale du temps de travail hebdomadaire, à savoir, 65 heures. Le problème c'est qu'une telle durée nous ramènerait tout droit au 19^{ème} siècle, avec des journées de 10 à 12 heures, 6 jours par semaine.

Ce n'est qu'après la longue lutte de la classe ouvrière pour les 8 heures, et à la chaleur de la vague de grandes mobilisations suscitée par la boucherie de la Première Guerre Mondiale, qu'en 1917 l'OIT accepta, enfin, une durée hebdomadaire maximale de 48 heures, disposition actuellement en vigueur dans l'UE. Or, **la nouvelle directive permet de passer de 48 à 60 heures hebdomadaires, voire à 65 heures pour les secteurs devant effectuer des temps de garde**, comme celui de la santé. Il suffit, pour ce faire, que le chef d'entreprise et le salarié concluent un « accord » individuel. En outre, cette « garantie » ne sera appliquée qu'aux contrats de travail signés pour une période de plus de 10 semaines ; ceux d'une durée inférieure, ne bénéficieront même pas d'une limitation légale du temps de travail.

En outre, en instaurant comme seule condition celle d'un « accord » individuel entre le travailleur et le chef d'entreprise, cette directive **détruit une autre conquête phare des travailleurs: la négociation collective et la représentation syndicale**. L'« accord » entre le salarié et le chef d'entreprise n'est qu'une fiction criminelle, puisqu'on fait mine de considérer que les deux parties sont à égalité de condi-

tions : comme si le travailleur pouvait, individuellement, choisir de refuser l'augmentation du temps de travail que lui impose le chef d'entreprise !

La véritable nature de l'UE, démasquée

Dès que les effets de la crise économique ont commencé à apparaître, au lieu de réduire le temps de travail, interdire le recours aux heures supplémentaire, avancer l'âge de retraite, etc., afin de garantir les emplois et les salaires, la UE, en bon et fidèle instrument de l'impérialisme européen, s'est-elle précipitée dans le sens inversé, en supprimant les droits des travailleurs pour garantir les bénéfices des capitalistes.

D'ores et déjà, **le traité de Lisbonne** a obtenu un NON au referendum en Irlande. Mais les gouvernements ne veulent pas risquer de nouvelles défaites comme celles qui, en France et en Hollande, ont fait capoter la Constitution Européenne en 2005. La population européenne réalise, chaque jour de plus, que le bien-être social promis par l'UE n'est qu'un mensonge derrière lequel se dissimule le véritable caractère de cette organisation. Aussi, sur le traité de Lisbonne, les enquêtes montrent que, au Royaume-Uni, la majorité de la population souhaite un referendum..., à l'occasion duquel elle voterait contre.

Le Traité de Lisbonne, **la Directive Bolkenstein** (celle-ci commence déjà à s'appliquer, grâce à des décisions de justice favorables aux entreprises embauchant des ressortissants de pays à plus faibles salaires), **la Directive du retour** (qui permet la détention arbitraire, jusqu'à 18 mois, des travailleurs émigrés sans papiers), **le plan de Bologne ou de PISE** (qui privatise l'enseignement), voilà les bornes qui ont conduit jusqu'à la Directive des 65 heures. L'adoption de cette dernière, signifierait un recul historique pour la classe ouvrière européenne, celle ayant conservé le plus de droits à ce jour. Et ce, grâce à l'organisation et à la mobili-

sation dont cette classe a été le protagoniste, pendant les deux derniers siècles.

Ceux qui promettaient des avancées sociales grâce au capitalisme, tout en déclarant la mort du socialisme, nous « offrent » maintenant de **reculer et retourner au 19^{ème} siècle**. Les journées interminables, les salaires de misère et la perte des conquêtes sociales (éducation, santé, retraites...) : voilà ce qu'ils entendent nous imposer, pour que les multinationales puissent continuer à augmenter, d'année en année, leurs bénéfices.

La nécessité d'une grève générale européenne

Il est pour le moins surprenant que, face à une telle attaque, les principales directions syndicales se soient-elles limitées à la simple critique verbale, au lieu **d'organiser de manière immédiate une réponse continentale. Une réponse qui ne peut être autre que celle de la Grève Générale à l'échelle de l'UE**. Un des secteurs le plus touché, les médecins, a dû prendre, de lui-même, l'initiative d'envisager une grève sectorielle générale, à l'échelle de l'Europe, si la Directive est approuvée.

Il faut organiser un grand mouvement pour obliger les centrales syndicales à appeler à toutes mobilisations nécessaires, et surtout à la grève générale, si la Directive des 65 heures n'est pas retirée. Il faut que tous les secteurs d'opposition aux bureaucraties syndicales se mobilisent de façon unitaire, et au niveau continental, pour organiser la réponse. Une réponse que les centrales bureaucratiques (unies au sein de la CES, Confédération Européenne de Syndicats), refusent d'organiser.

Le 17 juin 2008

Les sections européennes de la LIT-QI